

CommuniquÃ© de la Coordination Eau ÃŽle-de-France

Dossier de
 la rÃ©action de H2o
September 2020

Ardente dÃ©fenseuse d'un retour Ã la rÃ©gie publique, la Coordination Eau IDF rÃ©agit Ã l'hypothÃ¨se d'une fusion entre les deux majors franÃ§aises de l'eau. Ci-joint le communiquÃ© :

VITE POUR UNE GESTION PUBLIQUE, Ã‰COLOGIQUE ET CITOYENNE DE L'EAU !

Les derniers soubresauts du monde d'avant - Dimanche 30 aoÃ»t, la multinationale franÃ§aise Veolia a annoncÃ© avoir remis Ã Engie une offre visant Ã lui racheter sa participation dans Suez. Cette opÃ©ration devant Ãªtre suivie immÃ©diatement d'une OPA (offre publique d'achat) sur les actions restantes de Suez. Le rachat de l'ensemble est estimÃ© Ã quelque 10 milliards, auxquels s'ajoute la dette de Suez. Si son OPA aboutit, Veolia promet de revendre dans la foulÃ©e la filiale de Suez en France consacrÃ©e Ã la distribution et Ã l'assainissement de l'eau au fonds d'investissement Meridiam.Â

Le nouveau champion des PPP Ã travers le mondeÂ -Â SociÃ©tÃ© de gestion franÃ§aise crÃ©Ã©e il y a quinze ans, Meridia "investit" selon le sinistre schÃ©ma des partenariats public-privÃ©, dans les infrastructures, de la Finlande au Gabon.Â Avec seulement 150 salariÃ©s, elle gÃ©re 8 milliards d'euros d'actifs placÃ©s dans des aÃ©roports, des autoroutes, des hÃ¢pitaux, des Ã©coles ou des fermes Ã©oliennes Ã travers le monde, pour le compte de fonds de pension et autres fonds souverains. Ses profits impressionnantes ont propulsÃ© en quelques annÃ©es son PDG, Thierry DÃ©cau, dans le club des plus grandes fortunes franÃ§aises.Â Sous couvert de discours sur la crÃ©ation d'un champion industriel franÃ§ais de taille mondial, le rachat annoncÃ© dÃ©truit dÃ©finitivement le mythe d'un "modÃ©le franÃ§ais de l'eau" lÃ©gitimÃ© par l'ingÃ©nierie et un savoir-technique de ses entreprises : cette opÃ©ration acte le bradage de ce secteur Ã des opÃ©rateurs financiers hors sol exclusivement motivÃ©s par la sÃ©curitÃ© et le taux des profits attendus par les actionnaires des fonds de pensions.

La franchise de FrÃ©rotÂ -Â Reconnaissions ici au PDG de Veolia [Antoine FrÃ©rot] le mÃ©rite de la franchise : Ã aucun moment il n'essaye de nous faire croire Ã une prise de conscience des prÃ©dateurs des services publics, ni une reconnaissance de l'obligation de faire prÃ©valoir l'intÃ©rÃ©t gÃ©nÃ©ral dans la rÃ©ponse aux besoins humains fondamentaux.Â Il ne s'agit plus pour lui que de sÃ©duire les marchÃ©s financiers, avec succÃ“s, comme en tÃ©moigne le bond des actions Veolia, Engie et Suez dÃ's le lendemain Ã la Bourse de Paris.

QUE FAUT-IL ATTENDRE DE CETTE OPÃ‰RATION POUR LES USAGERS-ES DU SERVICE DE L'EAU ?

RIEN DE BONÂ car Veolia est dÃ©jÃ le numÃ©ro 1 des entreprises privÃ©es du secteur et l'on voit le rÃ©sultat !Â L'entreprise comporte mal vis-Ã-vis des usagers et pousse Ã l'augmentation des tarifs : ainsi FrÃ©dÃ©ric Van Heems, directeur gÃ©nÃ©ral de Veolia Eau France, plaidait lors d'une rencontre parlementaire pour une augmentation de 40 % du prix moyen !Â

QUE FAUT-IL EN ATTENDRE POUR LES COLLECTIVITÃ‰S LOCALES ?

RIEN DE BON car Veolia sera encore plus dominant et le rapport de force sera encore plus au détriment des élus locaux dans toutes les négociations.

QUE FAUT-IL EN ATTENDRE POUR LES PERSONNELS ?

RIEN DE BON car le changement de propriété va se faire sur le dos des personnels, par la fusion des services conduisant à des suppressions d'emplois et par la volonté de baisser les coûts en réduisant les salaires et en aggravant les conditions de travail, comme cela se fait à chaque fois.

Les usagers, les élus, les personnels ont tout à perdre dans ce genre d'opération. Pourtant le gouvernement reste étrangement silencieux. La passivité des pouvoirs publics à l'égard de ces manœuvres est inacceptable, le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, se bornant à expliquer, comme d'habitude, que "l'état sera vigilant aux engagements que prendra Veolia".

Vraiment, il est urgent que les citoyen-ne-s et leurs élus interviennent dans le débat public pour remettre les pendules à l'heure du monde d'aujourd'hui.

OUI, IL FAUT CLORE au plus vite l'époque de la gestion privée de tout le cycle de l'eau, pour le faire passer du statut de victime du dérèglement climatique à celui d'outil essentiel pour y remédier.

OUI, IL FAIT BANNIR d'urgence le dispositif des partenariats public-privé (PPP) et notamment des délocalisations de service public, aussi incompatible et nocif pour la démocratie locale, la satisfaction des droits fondamentaux des humains et la transformation écologique de notre pays.

Veolia, Suez, Saur, sortez de nos corps !

Paris, 3 septembre,

Coordination Eau IDF